

L'islamologie est un sport de combat

Leyla Dakhli

► **To cite this version:**

Leyla Dakhli. L'islamologie est un sport de combat. Revue du crieur, La découverte, 2016. hal-01325340

HAL Id: hal-01325340

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01325340>

Submitted on 9 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'islamologie est un sport de combat

Leyla Dakhli

Les lecteurs et spectateurs français connaissent bien les experts régulièrement convoqués « sur les plateaux » pour parler de l'islam, des musulmans, des arabes et des questions qui leur sont liées : i.e. le terrorisme, ce que l'on appelle à présent la « radicalisation », la guerre en Syrie, l'état des frontières (artificielles, conflictuelles, disputées), le conflit israélo-palestinien (central ou marginal, en fonction des points de vue), la « fitna » ou grande querelle entre chiites et sunnites, l'autoritarisme dans le monde arabe, le rôle des différentes puissances, les effets de tout cela sur les banlieues françaises... La liste peut s'allonger en fonction de l'actualité et des urgences.

Comprendre ce qui se joue dans ces discours sur l'islam – à la télévision, dans les colonnes des journaux, mais aussi à l'université ou dans les cabinets ministériels – ne relève pas seulement d'une analyse froide des enjeux scientifiques. Les débats en cours sur l'interprétation des faits révèlent des dissonances politiques et des conceptions distinctes du rôle des intellectuels, tout en mettant en jeu un rapport spécifique entre science et pouvoir.

Disons d'emblée qu'il ne sera pas ici question des imposteurs, spécialistes autoproclamés ou *pop-up experts* qui s'épanouissent comme mille fleurs dès qu'un événement d'envergure se produit, ni des « islamologues » au sens strict du terme. En effet, l'islamologie en tant que telle - à savoir l'étude de l'islam comme religion et système de pensée - est une discipline universitaire poussiéreuse et moribonde en France, rarement convoquée sur les plateaux de télévision, dont le livre blanc publié en 2014 par le Groupement d'intérêt scientifique sur les mondes musulmans, juge même qu'elle « est menacée de disparaître, quand elle prospère partout ailleurs dans le monde ». Cette discipline a, en effet, été directement touchée par le discrédit des études orientalistes, qui fut, en France, d'autant plus violent qu'il fut tardif. Beaucoup de ces orientalistes, tel le célèbre islamologue Louis Massignon, avaient contribué à écrire la « politique arabe de la France. » Mais d'autres, comme Jacques Berque, pourtant administrateur colonial (démissionnaire en 1953), ou Maxime Rodinson, militant communiste, ont été des penseurs, voire des militants, de la décolonisation, tout en contribuant à décoloniser les savoirs, en alliant étude du Coran et travail approfondi sur les sociétés arabes et/ou musulmanes.

Islamologie, islamisme, post-islamisme

« L'islamologie », au sens moins strict du terme, dont on a beaucoup vu et entendu les représentants après les attentats de janvier et novembre, désigne donc la partie des sciences humaines et sociales qui se préoccupe des phénomènes liés à l'islam. Il s'agit d'un champ disciplinaire quasiment autonome, et très français, qui s'ouvre dans les années 1980 avec le livre de Bruno Etienne *L'Islamisme radical* (1987), celui de Gilles Kepel (*Le Prophète et le Pharaon*, 1984) ou encore le travail de cet entrepreneur de savoir qu'était Remy Leveau (en 1987 paraît aux Presses de Sciences Po un ouvrage publié en collaboration avec G. Kepel intitulé *Les Musulmans dans la Société française*). A ceux-là, dont seul survit aujourd'hui Gilles Kepel, il faut ajouter le travail d'autres politologues disparus prématurément : Olivier Carré, traducteur du commentaire coranique de l'islamiste égyptien Sayyid Qutb ; Michel Seurat qui avait travaillé sur l'autoritarisme syrien mais aussi l'histoire des Frères musulmans avant de mourir en otage au Liban ; ou encore Alain Roussillon, spécialiste de la pensée musulmane contemporaine, qui a

dirigé le CEDEJ (Centre d'Etudes et de Documentation Economiques, Juridiques et Sociales), le principal centre de recherches français au Caire.

Ces travaux se développent, dès l'origine, avec des perspectives que l'on retrouve aujourd'hui : l'attention à l'actualité, la nature de « l'islam politique » au Moyen Orient, l'articulation entre religion et politique, la question des espaces de production du politique dans des systèmes autoritaires, la focalisation sur la violence, notamment terroriste... Cette exploration se fait avec une attention croissante, en particulier après les attentats du GIA algérien en France au milieu des années 1990, aux liens entre monde arabe et société française, voire européenne.

Aujourd'hui, quatre figures principales, très engagées dans les débats récents, dominent ce champ, à la fois académique et médiatique. Gilles Kepel, ancien responsable du Master Monde arabe à Sciences-Po Paris, est l'auteur de nombreux ouvrages, dont le dernier, *Terreur dans l'hexagone, Genèse du Djihad Français*, s'est vendu à des dizaines de milliers d'exemplaires dans la foulée des attentats du 13 novembre. François Burgat, spécialiste de l'islam politique, sur le terrain algérien puis de manière plus transnationale, a passé une bonne partie de sa carrière dans les Centre de recherche français du monde arabe et se trouve aujourd'hui à la tête d'un programme de recherche européen. Olivier Roy, qui découvrit l'islam politique en Afghanistan (et donc pas dans le monde arabophone, ce qui fut important dans sa trajectoire), théorisa le post-islamisme, est aujourd'hui directeur du programme méditerranéen à l'Institut universitaire européen de Florence. Ces trois étaient déjà là en 2001 lorsque survint le premier épisode visible du débat théorique qui les oppose aujourd'hui. Il faut désormais ajouter à cette triade Jean-Pierre Filiu historien hors norme (par son engagement ouvert pour la cause de la rébellion syrienne, mais aussi par le fait qu'il n'hésite pas à recourir à des formes comme la BD ou la chanson) et ancien diplomate, en poste notamment en Syrie à la fin des années 1990.

Un certain nombre de continuateurs, contradicteurs ou *challengers* pourraient être évoqués, notamment Pierre-Jean Luizard, historien spécialiste de l'Irak, auteur d'un livre sur le « piège Daech » qui se vend bien, ou le sociologue Farhad Khosrokhavar, que ses travaux ont mené de l'observation des enfants-martyrs en Iran à celle des prisonniers musulmans en France et au phénomène de radicalisation. Sont également souvent conviés à intervenir Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'EHESS, sur ce qui concerne la question kurde ou la violence, le professeur d'histoire au Collège de France Henry Laurens, ou encore Gabriel Martinez-Gros, spécialiste de l'islam médiéval et ancien co-directeur de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman¹, régulièrement convoqué pour mettre en perspective les notions de jihad ou de califat. Si quelques femmes sont présentes dans ce champ, elles sont surtout visibles lorsqu'elles apportent une expertise sur, disons, « quelque chose de féminin » comme le voile, pour la sociologue Nilüfer Göle, ou la compassion vis-à-vis des familles ou des jeunes à la dérive comme la désormais célèbre Dounia Bouzar qui dirige le Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'Islam, qu'elle a créé.

De plus jeunes interviennent aussi ici et là, en particulier les anciens étudiants de Kepel, tels Bernard Rougier, maître de conférences à l'université d'Auvergne après avoir dirigé le CEDEJ et spécialiste du salafisme, Stéphane Lacroix, qui a publié avec le précédent un livre sur la révolution égyptienne et fait sa thèse sur l'islamisme saoudien, actuellement en poste à Sciences-Po, ou encore Myriam Benraad, spécialiste de l'Irak et chercheuse à l'IREMAM (Institut de Recherches et d'Etudes sur le monde arabe et musulman). La liste ne peut être exhaustive, mais on peut évoquer aussi Romain Caillet, étudiant de Burgat, plus connu à cause de son expulsion du Liban et de sa conversion à l'islam que pour ses travaux, pourtant nombreux, sur le jihadisme et « l'émigration des salafistes français en "Terre d'Islam" », Laurent Bonnefoy, collaborateur de

Burgat et spécialiste du salafisme au Yémen ; ou bien Vincent Geisser, chercheur au CNRS, qui s'est récemment fendu d'un papier très critique, intitulé « Gilles Kepel hanté par l'islamisation de la France », sur le site OrientXXI, qui veut regrouper « journalistes et experts du Moyen-Orient » et accueille de nombreuses signatures de la nouvelle génération.

Querelles

Cet article dans lequel Geisser accuse Kepel de laisser « planer l'idée que le djihadisme serait devenu la nouvelle utopie mobilisatrice des banlieues » n'est qu'une des manifestations des différentes querelles qui agitent la scène de l'islamologie française, dominée par ces quatre figures que sont François Burgat, Jean-Pierre Filiu, Gilles Kepel et Olivier Roy. Ces quatre chercheurs, enseignants et écrivains distingués, ont consacré une bonne partie de leurs travaux à l'analyse de ce que l'on appelle aujourd'hui le jihadisme et/ou l'islam politique – c'est-à-dire les formes d'incarnation politique, violentes ou non, de pensées musulmanes, pour trouver une formulation neutre.

C'est dans l'articulation entre recherche, demande sociale et demande sécuritaire/policière que s'est construit, depuis les années 1970-1980, un objet d'étude spécifique, s'attachant à comprendre les hommes engagés en politique au nom de l'Islam. Les chercheurs qui se consacrent à cette tâche ne sont pas des lecteurs et exégètes du Coran ni des diverses interprétations de l'islam. Ce qu'ils font s'apparente en général à de la science politique, parfois mâtinée de sociologie, d'histoire ou d'histoire des idées. Les objets étudiés sont multiples, les dénominations varient.

Or, voilà qu'au hasard d'une prise de parole ou d'un paragraphe, ils s'accusent, se récusent, n'hésitent pas à exposer au grand jour des désaccords, pourtant pas toujours limpides pour le grand public. Après les attentats du 13 novembre, François Burgat, a ainsi pris la plume dans *Rue89* pour répondre à un article d'Olivier Roy paru dans *Le Monde*, dans lequel ce dernier faisait du jihadisme « une révolte générationnelle et nihiliste » en estimant qu'il fallait moins parler de « radicalisation de l'islam que d'islamisation de la radicalité. » Pour Burgat, si cette approche a le mérite de « redire brièvement l'inanité de l'approche culturelle dominante » lorsqu'elle fait découler le jihadisme d'une essence de l'islam, elle aurait un « coût analytique et donc stratégique » élevé, parce qu'elle serait « une énième expression de ce mal qui ronge depuis des décennies notre capacité à construire une perception rationnelle de cet islam que l'on dit « politique » mais dont on s'évertue ensuite, sous d'innombrables prétextes, à dépolitiser – comme le fait l'approche culturaliste – les motivations supposées de ses acteurs ! » Gilles Kepel a, lui aussi, exprimé son désaccord avec l'analyse d'Olivier Roy, et n'hésite pas à ironiser, à la page 198 de son dernier livre, sur « l'ex-diplomate et « historien engagé » Jean-Pierre Filiu, auteur prolifique d'essais en tout genre et de bandes dessinées. »

Ce n'est toutefois pas d'hier que ce champ d'études est traversé de polémiques fortes. Depuis les années 1990, un certain nombre de distinctions peuvent être identifiées. Une des principales porte, sans doute, sur la perception de « l'islamisme » et de son destin. Après le 11 septembre 2001, les deux figures de proue, Olivier Roy et Gilles Kepel, ont été sommées d'expliquer comment elles avaient pu envisager sérieusement le déclin de l'islamisme à la veille d'un tel séisme. En effet, l'un comme l'autre avaient alors publié des ouvrages qui semblaient annoncer la mort de leur objet d'étude, *L'échec de l'islam politique*, dès 1992, pour Olivier Roy, et *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, en 2000, pour Gilles Kepel.

Dans cette controverse s'opposent d'abord des dénominations - « post-islamisme », « islamisme », « jihadisme » « radicalisme islamique » - qui révèlent des différences d'approche.

L'objet d'étude est-il toujours le même et en proie à des mutations multiples sous forme de dépassements (post-) d'aggravation ou d'approfondissement (radicalisation, passage à l'action violente de mouvements à l'origine pacifiques), de différenciations générationnelles (qui peut combiner ces éléments) ? Ou bien s'agit-il d'autre chose, de mouvements qui peuvent avoir des éléments communs mais qu'il faut nommer autrement et distinguer les uns des autres ?

Pour Gilles Kepel, les islamistes sont, depuis la naissance des Frères musulmans en Egypte en 1928, un même phénomène qui se transforme, en s'adaptant aux réalités nouvelles des terrains sur lesquels ils se greffent. Il existe bien sûr plusieurs écoles et tendances, mais il s'agit bien d'une même famille, au sein de laquelle on peut donc différencier des « générations ». L'usage de ce terme, voire de celui d'« ethnogénération » qui combine des référents sociaux, culturels et religieux, colle à sa définition des « banlieues de l'islam », et juge que le jihadisme actuel incarnerait la dérive de la « troisième génération de l'islam de France. » Kepel ne cesse de mettre en valeur la cohérence de son objet d'étude et la pertinence d'un travail qui s'étend sur trente ans. François Burgat, qui n'utilise pas la terminologie générationnelle, pense aussi les phénomènes islamistes comme un *continuum* influencé par les soubresauts de l'actualité internationale et de la géopolitique régionale. Tous ces chercheurs sont néanmoins poussés à faire évoluer la terminologie employée, notamment en fonction des contextes, usant par exemple, de préférence, du terme de jihadisme pour désigner les mouvements actuels liés au terrorisme, tandis que l'islamisme conviendrait à des mouvements tentant d'entrer dans le jeu démocratique (FIS algérien, Ennahda tunisien, Frères musulmans égyptiens...). C'est dans cette logique que l'on peut pourrît parler d'un déclin de l'islamisme et de l'essor consécutif du jihadisme, l'un – la faillite d'une possibilité d'inscription politique de l'islam sous une forme plus ou moins institutionnelle et modérée, en tout cas dans un cadre démocratique — permettant d'une certaine manière l'autre — l'afflux d'islamistes radicalisés vers une option jihadiste, notamment dans des contextes violents.

Il ne s'agit toutefois pas uniquement de querelles de dénomination. L'article d'Olivier Roy, qui se trouve au cœur de la polémique actuelle, en parlant d'islamisation de la radicalité plutôt que de radicalisation de l'islam (une thèse déjà avancée, avant Olivier Roy, par le chercheur Alain Bertho, spécialiste des émeutes urbaines), rompt avec cette idée de *continuum* et conteste fondamentalement l'idée selon laquelle il y aurait un passage de génération. Il s'appuie, pour cela, sur l'observation du nombre important de convertis parmi les « radicalisés » et sur l'absence de gradation dans l'entrée en religion puisqu'il n'existe pas de passage obligé par un « islam modéré » ni même par des groupes salafistes, avant de partir faire le jihad.

A cette analyse, François Burgat oppose un effet cumulatif des phénomènes qui touchent les sociétés musulmanes et les musulmans en Europe et la description d'une exaspération croissante produisant des engagements de plus en plus radicaux. Ce type de divergences d'analyse est fréquent pour toute étude d'un mouvement politique ou social. Mais il prend ici une urgence et une couleur nouvelles car, comme l'écrit Olivier Roy, « *la vraie question est de savoir ce que représentent ces jeunes, s'ils sont l'avant-garde d'une guerre à venir ou au contraire les ratés d'un borborygme de l'Histoire* ».

Si les quatre figures emblématiques, en France, de l'analyse de l'Islam politique, reconnaissent la gravité du phénomène jihadiste actuel, ils l'apprécient différemment en fonction de leur terrain de recherche et de leurs outils de mesure et de compréhension. Il faut distinguer d'emblée ceux qui parlent principalement « depuis le monde arabe », c'est-à-dire Burgat et Filiu, des deux autres. Pour les premiers, le phénomène islamiste/jihadiste doit être considéré comme un élément d'une

question plus globale, celle que l'on appelait avant la question d'Orient. Celle-ci mêle géopolitique, problématiques sociales et aspirations à l'émancipation. En un mot, l'islamisme serait, pour eux, une réponse des opprimés face à des politiques coloniales, puis post-coloniales, puis néo-impériales qui, avec l'aide des régimes arabes autoritaires, ont écrasé les peuples. Dès lors, mettre fin à l'islamisme signifierait mettre fin à ces politiques iniques, notamment en matière de politique étrangère.

Olivier Roy et Gilles Kepel ont, eux, une perspective plus hexagonale. Même s'ils sont loin d'être d'accord sur tout, ils partent d'une observation de la société française pour livrer leurs analyses. Olivier Roy conteste dès lors tout lien entre impérialisme, politique étrangère de la France et radicalisation des jeunes Français musulmans (convertis ou pas). Il les décrit dans une situation de minorité et de déconnexion par rapport au reste de la population française musulmane, intégrée, mixte, dont le rapport avec le pays est plutôt pacifié. Kepel agite quant à lui des spectres de désaffiliation par l'islam. Il voit dans les banlieues françaises le lieu d'une islamisation de la France dont il raconte sa découverte avec des accents dramatiques, notamment parce qu'il considère que l'implantation du salafisme dans certaines de ces banlieues constitue une « rupture culturelle » majeure qui nourrit le jihadisme nouvelle génération.

Est-ce à dire que s'opposeraient seulement un pessimiste et un optimiste ? C'est en partie vrai, mais cette opposition est nourrie par leur méthodologie. Alors que Kepel lit les textes des islamistes, se penche sur la communication des réseaux djihadistes, connaît leurs auteurs par leurs prénoms et leurs noms de guerre, Olivier Roy s'attarde sur des réalités plus macro : vote des français d'origine musulmane, présence de ces Français dans certaines professions... Il identifie les lieux matériels de la radicalisation à l'intérieur de parcours de désocialisation qui ne commencent pas avec l'islam mais, par exemple, avec la délinquance. Il rejoint en cela certaines observations de Farhad Khosrokhavar sur les prisons. D'où sa formule selon laquelle l'islam serait offert comme un espace disponible pour des personnes en désir de radicalisation.

Ces différenciations ont des conséquences sur la capacité de telles analyses à influencer sur la politique, sur le plan intérieur comme extérieur. Alors que l'Assemblée nationale et le Sénat ont auditionné toute une série de chercheurs dans la période post-attentats, la question de l'effectivité et de la capacité de la recherche à se traduire pratiquement est posée. Face à cette exigence, les spécialistes de l'islam radical doivent en effet faire la preuve que leur analyse vaut mieux que celle des autres (notamment que celle des experts issus des divers think tank et/ou des experts en sécurité ou en géopolitique). La compétition est grande et demande le déploiement d'un outillage particulier. Il leur faut faire la preuve de leur capacité à prédire ce qui peut se passer en insistant sur ce qu'ils avaient déjà dit, à désigner les lieux qui nécessitent l'attention, à se parer des vertus de la lucidité face aux émotions du temps...

Sur le registre d'intervention de ces intellectuels dans le débat public et politique, il est à noter que le dernier venu de la bande des quatre, Jean-Pierre Filiu, rompt le consensus établi. Non seulement il affiche ses sympathies politiques de manière directe, mais il intervient dans le débat sans se soucier toujours de « mettre les formes » académiques ou intellectuelles. Ecrire une chanson avec le groupe Zebda ou le scénario d'une BD constituent déjà des écarts à la norme, tout comme son passage par une carrière diplomatique, qu'Olivier Roy a d'ailleurs aussi emprunté, mais de manière plus brève. Toutefois, ce qui l'est encore plus, c'est l'engagement émotionnel qu'il met dans ses interventions, l'implication physique et intellectuelle dans une région qu'il ne cache pas aimer. Si Kepel met régulièrement en scène son amour pour le monde arabe (notamment à l'occasion de la parution de ses « Passions » publiées chez Gallimard), la couverture de son dernier livre, en forme de drapeau tricolore menacé par la terreur jihadiste, tout

comme son propos, tendent à distinguer « eux » et « nous ». Jean-Pierre Filiu préfère se placer dans l'entre-deux d'un monde commun, dont le titre du blog qu'il a ouvert après les attentats de novembre, « Un si proche Orient », est l'un des signes. Dans son premier post, il explique ainsi : « *Jamais l'Orient n'aura été aussi proche de notre quotidien, pour le meilleur et pour le pire. Un Orient que les marchands de peur et les fourriers de haine s'attachent à décrire comme étrange et étranger, irréductiblement « autre » et menaçant. Or l'Orient, n'en déplaît aux épigones de De Gaulle, n'est pas plus « compliqué » que l'Europe. Encore faut-il avoir envie de le comprendre.* »

Olivier Roy, avec d'autres mots, propose une analyse proche, lorsqu'il travaille à dés-exceptionnaliser l'islam et à dresser des comparaisons avec d'autres tendances apocalyptiques, notamment dans la religion protestante ou juive, en rapprochant les crises qui touchent aujourd'hui une partie des croyants d'un effondrement général des socles culturels.

On peut voir dans ces postures et ces usages rhétoriques différentes manières de se positionner et de concevoir son métier. Mais rapprocher pour mieux faire comprendre, jouer sur l'empathie ou au contraire accentuer la distance, montrer combien il faut sortir de soi pour accéder à « ce qui se passe là-bas », que ce soit au Moyen-Orient ou dans les banlieues françaises, constitue l'une des frontières les plus récurrentes entre les analyses produites sur l'islam. Elle est loin de recouvrir un clivage droite-gauche, mais on pourrait la qualifier de post-orientaliste, au sens où la posture selon laquelle ceux qui n'ont pas accès à la langue, ceux qui ne voient pas, ceux qui ne savent pas, ne peuvent pas comprendre, relève de la définition première que donne Saïd de l'orientalisme.

A la maîtrise d'un certain nombre de clés spécifiques (dont la plus importante est la clé linguistique) s'ajoute ainsi l'accès à des sources privilégiées, ce qui s'apparente parfois à une forme de culte de « l'insider ». C'est là aussi ce qui distingue sans doute Filiu et Roy d'un côté, partisans d'une forme d'affichage, voire de divulgation des sources qu'ils utilisent, de Kepel — et dans une moindre mesure de Burgat — qui tend souvent à montrer combien les choses sont différentes *en arabe*, ou accessibles autrement *en traduction* sans toujours que l'on saisisse comment cette distinction joue.

Gilles Kepel écrit, ainsi, dans son dernier livre, « *idéologie et effet d'annonce l'emportent sur la connaissance réelle des sociétés française comme syrienne. Elles témoignent de surcroît d'une profonde ignorance des ressorts culturels qui maintiennent grande ouverte la boîte de Pandore du djihad entrebâillée par quelques apprentis sorciers.* » Ce passage peut être lu, tel qu'il est placé dans le livre juste après le passage mettant en cause Jean-Pierre Filiu, comme une mise en accusation directe de cet « historien engagé », auteur d'une tribune dans *Le Monde* comparant la guerre en Syrie avec la guerre d'Espagne. Notons qu'il n'est pas le seul à avoir fait cette comparaison, qui est à entendre non pas comme un appel à s'engager en Syrie — ce que laisse entendre avec pas mal de mauvaise foi Kepel — mais comme une image de l'impuissance menant inéluctablement à la guerre. Au-delà du caractère relativement abscons de cette phrase (que sont ces « ressorts culturels » qui maintiennent « grande ouverte » une boîte « entrebâillée » ?), on comprend qu'il s'agit de dénier à Filiu un savoir précieux, et, partant, un accès à la compréhension, alors même que ce dernier parle l'arabe. Car à « la profonde ignorance » répondrait une connaissance profonde, quasi mystique, des sociétés, opérant par un chemin culturel.

C'est en effet à travers la question de la culture qu'on arrive à comprendre une autre ligne de faille, celle qui oppose l'accès aux mondes musulmans par la culture et la société à l'accès par la politique. Dans ce débat, les alliances se transforment à nouveau, et on a plutôt alors Roy et

Kepel d'un côté, contre Filiu et Burgat de l'autre. C'est probablement François Burgat qui insiste le plus sur la dimension politique des phénomènes que l'on observe sous nos yeux aujourd'hui. C'est ce qui justifie sa réponse virulente à Roy, par média interposé. Il l'accuse en effet de refuser d'intégrer une réalité du « paysage politique arabe » lorsqu'il qualifie le jihadisme de « révolte nihiliste », et ainsi de vouloir « dépolitiser l'autre ». Pour lui, « la vieille et opaque accusation de « nihilisme » (dont les décembristes russes, déjà, étaient la cible), pour expliquer l'origine de la radicalité de « nos » djihadistes posent bien plus de problèmes qu'ils n'en résolvent. » Burgat se sent, probablement à juste titre, visé par la formule « vieille antienne tiers-mondiste » utilisée de son côté par Roy.

Sur le plan politique, il existe des lignes de fracture majeures, particulièrement sensibles autour de trois sujets principaux qui ont été au cœur de l'actualité des dernières années.

D'abord, les ressorts historiques et les lieux d'origine des conflits. Pour qui travaille sur le monde arabe et ses rapports avec la société française, l'Algérie et la Palestine sont des lieux de conflictualité incontournables. Il y a, derrière la dernière mise au point d'Olivier Roy, une volonté d'en finir avec cela. L'Algérie en premier lieu, là où tout a commencé, pour Burgat en particulier qui y fut coopérant, mais aussi pour l'islam politique et la France. C'est en effet dans la guerre civile algérienne que se joue le premier acte de l'histoire de la France avec le terrorisme islamiste et, avec lui, la première mise à l'épreuve des travaux des uns et des autres.

On commence à voir les conséquences de ce qui se passe « là-bas » sur les enfants de la deuxième génération, entrés en résistance d'une manière nouvelle. François Burgat publie, en 1995, *L'Islamisme en face*. Gilles Kepel avait publié, dès 1987, *Les Banlieues de l'Islam. Naissance d'une religion en France*. Burgat se concentre sur les acteurs algériens et les penseurs de l'islamisme et prend au sérieux son sujet, alors que l'atmosphère générale est à la diabolisation des islamistes. Il est isolé non seulement face à la plupart des intellectuels français, mais aussi face aux intellectuels algériens, et plus largement arabes. Il raconte ainsi dans une de ses contributions le recours qu'il fait auprès de Pierre Bourdieu, « outsider » miraculeux, face à la « trahison » ou à l'aveuglement de tous les autres, et notamment face à ceux de l'auteur d'*Orientalisme*, Edward Saïd. « Bourdieu fait – en reconnaissant la représentativité des courants de l'Islam politique – un pas que Saïd n'allait jamais accepter de faire. Sans donner de soutien spécifique au Front islamique de Salut, il reconnaissait sa légitimité ; il acceptait la présence d'une composante majeure du paysage politique arabe là où Saïd ne voulait voir que les acteurs d'une « invasion » et qu'il décrivait avec le seul vocabulaire de la caricature et de la stigmatisation. »

Mettant au cœur des causes de la radicalisation ou du passage à l'acte terroriste les erreurs de la politique étrangère occidentale et française, Burgat ne croit pas en l'autonomie de la folie meurtrière actuelle. Devant les arguments de Roy (pas de génération, un taux important de convertis, des profils sociaux attirés par la violence plus que par la religion), il répond par l'accusation de culturalisme, par la connaissance du terrain arabe et la persistance de la domination. Lors de son audition devant les sénateurs, il a énoncé, à de multiples reprises, cette dimension politique essentielle, et cette inégalité dans la perception des actes commis. Selon lui, il serait faux de dire que « certains manient le crayon, d'autres la Kalachnikov ». Et donc nécessaire de compter aussi les bombes que nous larguons ici ou là, ou celles que nous laissons tomber sur les Palestiniens, d'autant que, selon lui, « nous portons une part supérieure de responsabilité parce que nous sommes en situation de domination ».

Le deuxième lieu de conflit sur le politique est plus récent, c'est ce qui les oppose sur

l'interprétation des printemps arabes. Il faut noter que la plupart des spécialistes de l'islam politique ont alors observé un moment de silence... avant de nous prédire des « hivers islamistes ». A l'exception notable de Roy, pour qui ces événements ont été l'expression de « *révolutions post-islamistes* », et de Filiu, immédiatement très engagé au nom de l'émancipation et de la lutte contre l'autoritarisme. Tandis que certains se réjouissaient de ce qui était en train de secouer le monde arabe à partir de décembre 2010, d'autres restaient en retrait, modélisaient, voire faisaient des prédictions empreintes d'une lucidité toute postcoloniale.

C'est d'ailleurs moins les attentats en France que la crise, puis la guerre, en Syrie qui a redonné au registre des « oiseaux de malheur » un nouveau souffle, remettant au centre du jeu les analyses produites sur le présent à partir de la définition de l'islam et des guerres de religion. Les spécialistes de l'islam politique ont alors été rejoints par la partie de leurs collègues orientalistes la plus portée à lire les sociétés de la région à travers le prisme des confessions et des luttes minoritaires ancestrales. François Burgat, gardant une ligne politique déterminée, s'est ainsi rapidement retrouvé du côté de ceux qui considéraient les partisans des révolutions comme de doux agneaux naïfs. Et il maintient la centralité de l'islam politique comme clé de compréhension des réalités arabes, contre Roy qui considère les islamistes comme marginalisés par la nouvelle donne politique.

Le troisième sujet éminemment politique sur lequel s'affrontent les chercheurs est la question de l'islamophobie. L'usage de ce terme a fait l'objet d'une polémique qui dépasse largement le champ des spécialistes de l'islam. Car il s'agit bien, au-delà du mot lui-même, de reconnaître que les musulmans sont l'objet d'actes de haine ou de stigmatisations qui les visent en tant que musulmans : un débat, porté notamment par les discussions qui ont suivi le vote de la loi, en 2004, sur les signes ostentatoires dans les écoles. Gilles Kepel y revient, dans son dernier ouvrage, pour qualifier l'islamophobie de « mantra » tout en désignant une communauté française de plus en plus islamisée. En miroir, Olivier Roy nie l'existence même d'une communauté musulmane en France, tout en affirmant le développement de plus en plus fort de l'islamophobie. Il écrit ainsi après les attentats contre Charlie Hebdo : « la parole s'est libérée et l'on se confronte aujourd'hui à l'islamophobie de l'honnête homme, au moment même où chacun a, par ailleurs, un honnête et bon copain musulman. (...) On reproche aux musulmans d'être communautarisés, mais on leur demande de réagir contre le terrorisme en tant que communauté. C'est ce qu'on appelle la double contrainte : soyez ce que je vous demande de ne pas être. Et la réponse à une contrainte ne peut être qu'inaudible. »

Kepel, au contraire, voit dans « l'invention » de l'islamophobie une « campagne planétaire, portée au paroxysme par les médias de la région, (qui) nourrit la logique obsidionale de l'« islamophobie » dans des cercles plus larges que les réseaux habituels des salafistes ou des Frères musulmans. Notons que ce sont ces derniers qui inventent le terme dans les années 1990 pour criminaliser la moindre critique du dogme religieux dont ils se proclament les champions, tout en construisant une symétrie précieuse avec l'antisémitisme afin de bénéficier des dividendes moraux de la victimisation et de retourner celle-ci contre Israël et le sionisme ». Une phrase à propos de laquelle Vincent Geisser, dans l'article d'Orient XXI suscité, note : « il est étonnant qu'un politiste confirmé comme Gilles Kepel reprenne à son compte cette thèse qui a été invalidée depuis par de nombreux travaux académiques, soulignant l'ancienneté du terme « islamophobie » dans la langue française et ses usages courants dans le champ scientifique anglo-saxon. Plus grave, une telle thèse vient à faire porter la responsabilité de la diffusion du jihadisme dans les banlieues françaises aux militants antiracistes, alors qu'en prenant en charge la question de l'islamophobie et en lui donnant une certaine officialité, ces derniers ont souvent évité les

réponses extrémistes et désespérées. » Pour Kepel, reconnaître l'islamophobie serait faire le jeu des jihadistes puisque les jihadistes s'appuieraient sur une posture victimaire.

Déplier ces questions sensibles comporte le risque de ramener des différences à des querelles anciennes. Au-delà des positions politiques des uns et des autres, qu'elles soient explicitement formulées ou plus implicites, on voit que, depuis trente ans, les terrains d'expertise se sont transformés par eux-mêmes (le monde de 1988 n'est pas celui de 2016) et que nos spécialistes de l'islam politique ont porté leurs regards dans des directions différentes. Alors qu'Olivier Roy se concentrait de plus en plus sur l'observation de l'islam de France et d'Europe et était amené à contester la vision communautariste dominante dans les médias et les discours politiques, que Kepel alternait entre banlieues et observations plus lointaines du monde arabe — notamment, à travers les travaux de ses étudiants - vers le Golfe, l'Irak et l'Iran, François Burgat, et Jean-Pierre Filiu à sa manière, demeuraient des spécialistes de l'aire culturelle « Moyen Orient-Mondes musulmans ».

Dans leurs débats actuels, on peut entendre l'écho de cette distance. Tandis que Burgat codirige avec Bruno Paoli *Pas de printemps pour la Syrie* en 2013, rendant compte de la révolte syrienne et de la révolte qui la frappe depuis le point d'observation qu'est pour lui l'Institut Français du Proche Orient de Beyrouth ; alors que Filiu publie *Je vous écris d'Alep. Au cœur de la Syrie en révolution* cette même année, Roy et Kepel observent les mutations du jihadisme et de l'islam politique depuis l'Europe. Filiu et Burgat décrivent ainsi la situation qui affecte aujourd'hui la France comme une situation de guerre prise dans une géopolitique plus large que le territoire hexagonal. Ils la placent dans une logique qui fait de la France et du peuple français des acteurs d'un conflit qui se joue ailleurs, mais qui prend peu à peu sa place sur le sol français. Au contraire, l'usage du mot guerre est contesté avec beaucoup d'insistance par Gilles Kepel, qui veut distinguer la guerre qui se passe au Moyen-Orient de la lutte contre la radicalisation qui se passe sur le sol français.

Olivier Roy, de son côté, insiste sur la parenté entre la violence politique des *white supremacists* et celle des militants de Daech, en écrivant que « la violence à laquelle ils adhèrent est une violence moderne, ils tuent comme les tueurs de masse le font en Amérique ou Breivik en Norvège, froidement et tranquillement. » En faisant cela, il inclut les descendants de l'immigration maghrébine musulmane dans la société française et prend acte du fait que ces terroristes sont « nos enfants. » Au risque de mettre en péril sa position – et celle de ses collègues – dans le champ universitaire et médiatique. Pourquoi, en effet, aurait-on alors besoin de si bien comprendre le jihadisme pour parler des attentats de Paris ? Pourquoi faudrait-il former plus d'arabisants, ouvrir des laboratoires de recherche, trouver des relais avec le politique, comme le répète Gilles Kepel à chaque intervention ?

Des incompris ?

Alors qu'aucun de ces honorables collègues ne souffre réellement d'une absence de reconnaissance, tous expliquent cependant, à intervalles réguliers, qu'ils ont été insuffisamment compris ou entendus. Leur situation institutionnelle et la manière dont ils articulent savoir, politique et intervention médiatique est pourtant variable.

François Burgat se trouve à la tête d'un programme de recherche financé par l'Europe (ERC), programme d'excellence attribué sur l'unique critère de son exigence et de son originalité

scientifique. Ce programme, dont l'acronyme est WFAW (pour *When Authoritarianism Fails in the Arab World*), qui vient clore et couronner sa carrière universitaire, est articulé comme une réponse aux événements qui ont secoué le monde arabe en 2010-2011 et suscitent aujourd'hui de nouvelles dynamiques autour de l'histoire et de la sociologie politique de la région, en particulier sur les mouvements islamistes.

Olivier Roy, à Florence, semble plus solitaire. Il dirige et a dirigé des thèses sur des sujets variés, mais centrés sur l'islam européen et ses instances de légitimation, ou sur les formes transnationales de la représentation islamique. Il se concentre, en somme sur les islams « intégrés », et moins sur les islams politiques contestataires, tout en intervenant en son nom propre dans diverses instances.

Quant à Gilles Kepel, il a été, de ses propres mots, marginalisé ces dernières années à l'intérieur de l'institution où il avait fait l'essentiel de sa carrière, Sciences-Po. Il reste un auteur prolifique, un excellent client des plateaux télé et des radios, avec une chronique régulière sur France Culture, et co-anime désormais, avec son ancien étudiant Bernard Rougier et Pascal Buresi un séminaire à l'école normale supérieure de Paris. La mission, dont il avait été chargé par le Premier ministre consistant à faire un état des lieux sur les études arabes et sur les mondes musulmans, n'a pour l'instant pas débouché sur les réalisations qu'il escomptait, en particulier une forme de fondation pour les sciences politiques consacrée à l'étude de l'islam et de l'islamisme et chargée de faire le lien avec le monde politique.

Le lien direct avec le monde politique, c'est précisément ce que semble préconiser directement Jean-Pierre Filiu professeur de science politique à Sciences Po, qui ne cache pas ses relations avec les gouvernements socialistes. De loin, il pourrait apparaître comme celui « qui a pris la place de Kepel ». Il reste pourtant un électron libre, avant tout soucieux de multiplier les supports pour intervenir dans le débat public.

Demeure, au-delà des divergences mises à jour, un sentiment étrange : celui d'entendre à longueur de journée tous ces spécialistes dire qu'on ne les écoute pas assez, qu'ils crient – et s'affolent parfois – dans le désert. Ainsi, Gilles Kepel répondant à un journaliste de Paris-Match juge que « [les gouvernants] méprisent ceux qui étudient le phénomène jihadiste depuis 30 ans. J'ai voté pour Hollande en 2012 et je le regrette amèrement. Le rapport que j'ai rendu le 15 janvier dernier à Manuel Valls sur le monde musulman a été enterré par ses conseillers. » Se pourrait-il que, malgré leur présence médiatique et leurs positions institutionnelle, ils demeurent inaudibles ?

Paradoxalement, c'est dans l'intensité de leurs combats – entre eux, mais aussi face à d'autres – que se révèlent l'enjeu majeur de leurs travaux. L'appel de l'islamologue Jacques Berque, Français né en Algérie, « à des Andalousies toujours recommencées, dont nous portons en nous à la fois les décombres amoncelés et l'inlassable espérance » peut sembler aujourd'hui bien éloigné et illusoire. Mais il n'en reste pas moins le témoin du lien affectif et intellectuel entre les « deux rives », dont on peine parfois à retrouver la trace dans les expertises qui se déversent à longueur d'antenne. La présence de ces quatre chercheurs, et d'autres encore après eux, dans notre paysage médiatique, intellectuel et universitaire est, qu'on le veuille ou non, le signe de notre attachement et de notre lien avec ces mondes arabes et musulmans. Ce lien est traversé de conflits, il est le lieu de déchirements hérités de l'histoire, mais il reste nourri de connaissances réciproques et demeure travaillé par les recompositions mêmes de la société française, notamment lorsqu'il commence à inclure des franco-arabes, des musulmans convertis, et même à cesser d'être l'affaire exclusive de quelques hommes...